

L'arme de l'information « Made in USA » contre les dirigeants européens

par *Georgy Voskresensky*

L'Europe est, paraît-il, un modèle de liberté. Pourtant, ses dirigeants sont tenus en laisse par Washington. Toute voix discordante est vite sanctionnée et priée de se remettre au pas. La plupart du temps les choses se font à l'abri des regards. Parfois, le grand frère états-unien est « contraint » au contraire de prendre les opinions publiques à témoin. Georgy Voskresensky nous rappelle les derniers exemples.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | MOSCOU (RUSSIE) | 19 FÉVRIER 2015

DEUTSCH ENGLISH РУССКИЙ PORTUGUÊS



A *nonymous* est apparu pour la première fois sur la toile d'Internet en 2003 comme un groupe de hackers activistes défendant la liberté d'expression et opérant comme un « cerveau digital global anarchiste. » Il s'agit d'un instrument, ou plutôt d'une arme destinée à être utilisée dans la guerre de l'information. Et cette arme a un avantage considérable : il s'est bien souvent avéré difficile de savoir qui l'utilisait vraiment. Pourtant, le problème ne se posait pas lorsqu'*Anonymous* publiait en 1993 une photo d'Angela Merkel rendant visite au Club

Elbterrassen pour y rencontrer quelques skinheads et quelques autres personnages dont l'un exécutait un salut nazi [1]

Berlin s'était alors fendu d'explications circonstanciées, mais ce n'est pas là le problème. Une photo vieille de plus de 12 ans vient d'être publiée le 9 février dernier, juste avant la visite d'Angela Merkel à Washington, et après sa rencontre avec le président français François Hollande et le président russe Vladimir Poutine à Moscou, une réunion qui a duré plusieurs heures.

En publiant cette photo, *Anonymous* demandait si, pour diriger l'Allemagne, on pouvait vraiment faire confiance à une femme politique qui fut membre de l'Organisation de la Jeunesse socialiste en Allemagne de l'Est, qui était une espionne de Berlin Est, et qui fricotait avec les nazis [2].

L'attaque médiatique a été précédée par un événement notable : la chancelière s'est opposée à l'idée de fournir des armes léthales à l'Ukraine. Angela Merkel a pris la parole lors d'une conférence sur la Sécurité à Munich le 7 février pour dire que « la situation de l'Ukraine ne s'améliorera pas en fournissant plus d'armes. » Et elle a réitéré cette affirmation un certain nombre de fois lors de ses récents voyages aux États-Unis et au Canada. Aux USA, ce sont le sénateur John McCain et la secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes et asiatiques, Victoria Nuland, qui ont répondu en premier. Le sénateur a comparé les tractations entre Merkel, Hollande et Poutine à la réunion d'apaisement entre Neville Chamberlin et Adolf Hitler. Mme Nuland a, comme à son habitude, utilisé un langage particulièrement obscène pour qualifier la dirigeante du principal État européen.

Il faut se rappeler aussi que depuis un certain temps, les services secrets états-uniens ont abondamment collecté toute sorte d'informations, par différents moyens, dans le but de pouvoir les utiliser contre la chancelière allemande. On a appris par exemple en octobre 2013 que la NSA (*National Security Agency*) avait mis sur écoute le téléphone personnel de Mme Merkel, et l'information selon laquelle l'Agence états-unienne maintenait depuis plus de 10 ans la chancelière sous surveillance a provoqué un énorme scandale. Mme Merkel a expliqué qu'elle n'attendait ni n'exigeait

aucune excuse particulière, mais cette affaire a ouvert une importante brèche dans la confiance mutuelle et il a fallu des efforts importants pour tenter de la restaurer. Les promesses n'ont pas suffi, et la situation imposait des changements. Dans ces circonstances, la chancelière pouvait difficilement calmer l'indignation générale, mais Washington a fait la sourde oreille sur ce qu'elle disait. L'histoire des enregistrements a finalement été étouffée et il n'y a eu aucun réel changement.

Angela Merkel n'est pas la seule dirigeante européenne à avoir fait l'expérience des pratiques de Washington concernant toute « liberté de pensée » des leaders européens, en particulier quand il s'agit de la Russie. Les exemples ne manquent pas.

La Hongrie, emmenée par son Premier ministre Viktor Orbán, a signé avec la Russie un contrat pour achever la construction de deux centrales nucléaires situées à 100 km de Budapest. Les États-Unis ont [immédiatement] imposé des sanctions contre la Hongrie. Le sénateur McCain, toujours aussi prompt à dégainer, a qualifié le Premier ministre hongrois de « dictateur fasciste ». [Dans le même temps], le président Poutine était attendu à Budapest le 17 février.

L'administration US est aussi insatisfaite de la position de Miloš Zeman, le président de la République tchèque, qui a osé demander des preuves que les troupes russes ont bien envahi l'Ukraine, et a appelé les États-Unis et l'Union européenne à mettre fin aux sanctions. Les USA ont alors utilisé leurs réseaux dans le pays pour lancer une vaste campagne discréditant le Président.

Alors qu'il était Premier ministre de l'Italie, Silvio Berlusconi n'hésita pas à affirmer que la compréhension mutuelle entre la Russie et les États-Unis était une exigence pour la stabilité en Europe. Il a déclaré que les USA avaient agi de façon irresponsable en déployant des missiles « de défense » en Pologne et en République tchèque, en reconnaissant l'indépendance du Kosovo, et en poussant la Géorgie et l'Ukraine dans l'Otan.

Dominique Strauss-Kahn, ex-directeur du Fonds monétaire international, a été victime d'une provocation planifiée longtemps à l'avance et organisée contre lui aux États-Unis où il a été accusé

d'avoir violé une femme de chambre noire lors de son séjour à New York [3]. Il a dû faire faire à un procès aux États-Unis. On a su par la suite que la femme de chambre avait menti, mais cela est passé totalement inaperçu. Strauss-Kahn a perdu son poste au FMI et n'a pas pu se présenter aux élections présidentielles en France.

Orbán, Zeman, Berlusconi, Strauss-Kahn, et maintenant Merkel : tous sont devenus des cibles pour les frappes chirurgicales des armes de l'information US contre les politiciens européens montrant de bien trop grandes velléités d'indépendance en matière de politique étrangère, au goût de Washington.

L'establishment états-unien pense que l'Europe doit rester sur sa ligne et suivre la politique étrangère US sans aucune variante possible. Selon eux, c'est comme cela que s'obtient la quintessence de la coopération transatlantique. Juste après sa rencontre avec Angela Merkel, le président Obama a expliqué lors d'une interview à Vox.com, que les États-Unis étaient obligés d'avoir « la plus puissante armée du monde. » Et il a ajouté « nous devons parfois tordre un peu le bras de certains pays qui ne veulent pas faire ce qu'on leur demande. » [4]. La brutalité de cette déclaration ne laisse aucun doute sur le fait que les États-Unis sont prêts à « tordre le bras » de n'importe quel allié qui n'aurait pas les mêmes vues qu'eux sur les différents problèmes dans le monde.

Les alliés (vassaux ?) européens, ou asiatiques peuvent être certains de cela. Le président turc Erdoğan est très certainement le prochain sur la liste. On ne lui pardonne pas d'avoir signé avec Poutine l'accord sur le gazoduc « Turkish Stream » [5]. Et on entend clairement le tic-tac de l'horloge.

Georgy Voskresensky

Traduction
IlFattoQuotidiano.fr

Source
Strategic Culture Foundation

[1] „[Turbulent past bundeskanzlers](#)“, Truth in Ukraine, 9. Februar 2015.

[2] « [Angela Merkel, une néo-conservatrice à la présidence de l'Union européenne](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 janvier 2007.

[3] « [Obama, la guerre financière et l'élimination de DSK](#) », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda, Réseau Voltaire*, 26 mai 2011.

[4] „The Vox Conversation“, Vox.

[5] « Comment Vladimir Poutine a renversé la stratégie de l'Otan », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie), *Réseau Voltaire*, 8 décembre 2014.

Source : « L'arme de l'information « Made in USA » contre les dirigeants européens », par Georgy Voskresensky, Traduction IlFattoQuotidiano.fr, Strategic Culture Foundation, *Réseau Voltaire*, 19 février 2015, www.voltairenet.org/article186789.html